

Exposé préparatoire de la
réunion du conseil municipal
du mercredi 26 février 2025 à 19 h 00

Désignation du secrétaire de séance : Valérie MERCIER

Désignation du secrétaire auxiliaire : Directrice Générale des Services

INSTALLATION DES NOUVEAUX CONSEILLERS MUNICIPAUX

Installation de M. LEGRAIN
Monsieur JOSPEH a démissionné et la suivante de liste sera convoquée pour le prochain conseil.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU DERNIER CONSEIL MUNICIPAL

Mme le Maire propose aux membres du conseil d'approuver le PV de la séance 17 décembre 2024.
Monsieur JULIEN demande qu'une modification soit apportée à propos de la délibération sur les investissements anticipés.

Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	22		

1. DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS AUPRES DE LA CUA POUR LE COMBLEMENT DE LA GOUTTE D'EAU

Monsieur DILIGENT expose :

Dans le cadre du projet de construction d'une nouvelle école maternelle sur le site de la goutte d'eau et suite à la découverte de l'ampleur des cavités sur ce terrain, la municipalité a sollicité la CUA afin de l'accompagner financièrement pour procéder au comblement.
CUA a répondu positivement et propose de répartir comme suit son accompagnement :

- Un fonds de concours exceptionnel de 136 087 €

- 13 913 € sur notre enveloppe communale

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser Mme le Maire à effectuer les démarches nécessaires afin de percevoir ces aides.

Monsieur HECQ demande quel sera le coût du comblement.
Monsieur DILIGENT répond qu'il y a une fourchette entre 300 000 et 500 000€, des nouveaux sondages vont être effectués afin de sécuriser au maximum le futur bâtiment, pour le moment ce sont principalement des décomprimés qui sont trouvés et pas des cavités. Une réunion de chantier a eu lieu la veille, le compte rendu devrait parvenir prochainement.
Monsieur HECQ demande que lui soit communiqué le montant précis quand il sera connu.
Monsieur DILIGENT répond par la positive
Monsieur HECQ se dit surpris que la CUA se prononce sur une subvention sans connaître le montant total.
Madame le Maire répond qu'ils connaissent la fourchette, Monsieur DILIGENT précise qu'ils ont tous les rapports et que c'est la même société qui travaille déjà pour la CUA en matière de comblement.
Monsieur JULIEN intervient en tant que membre de la commission finances de la CUA et il indique que les montants annoncés par la CUA sont de 730 000€ HT.
Monsieur DILIGENT répond que c'est effectivement une estimation qui a été faite initialement si l'ensemble du terrain était impacté de la même manière que la partie nord.
Monsieur JULIEN demande si la subvention pourrait être revue à la baisse si le montant final est moins élevé. Il demande si c'est un pourcentage de la somme globale.
Madame le Maire répond que la CUA est bien informée que les 730 000€ sont un montant maximum, ils savent que c'est une fourchette et que la subvention n'est pas liée à un pourcentage et que la subvention sera votée en conseil communautaire la semaine suivante et que c'est la raison pour laquelle ce conseil municipal a été avancé.

Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	17	5	

2. RECRUTEMENT D'ANIMATEURS

Mme BARLET expose :

Dans le cadre des centres de loisirs des petites vacances scolaires, et afin de respecter les règles en matière d'encadrement d'enfants, il est nécessaire de recruter du personnel compétent.

Au regard de la moyenne des inscriptions, il est donc proposé de procéder au recrutement du personnel nécessaire à l'encadrement du centre de loisirs des petites vacances scolaires et de créer 9 postes d'animateurs.

Il est proposé à l'assemblée délibérante :
- D'autoriser la création de ces 9 postes.
- de prendre l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants

Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	22		

3. ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Madame le Maire expose :
Le trésorier informe Mme le Maire qu'il n'a pas pu recouvrer un titre sur l'exercice 2024

RECAPITULATIF

EDITION HELIOS
Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 16/09/2024
062004 SGC ARRAS
57800 - COMMUNE D ANZIN-SAINT-AUBIN

Exercice 2024
Numéro de la liste 7225710232
Type de liste : Non valeur
1 pièces présentes pour un total de **119,00**

Catégories et natures juridiques de débiteurs	Personne morale de droit privé	1	Pièces pour	119,00
Catégories de produits	302 ORDRE DE REVERSEMENT	1	Pièces pour	119,00
Motifs de présentation	Poursuite sans effet	1	Pièces pour	119,00
Tranches de montant	Inf strictement à 100	0	Pièces pour	0,00
	Sup ou égal à 100 et inf à 1000	1	Pièces pour	119,00
	Sup ou égal à 1000 et inf à 5000	0	Pièces pour	0,00
	Supérieur ou égal à 5000	0	Pièces pour	0,00

DETAIL

Nature Juridique	Ex	Réf pièce	N° ordre	Nom redevable	Objet	rar	Motif de la présentation
Société	2023	T-7053700332	1	[redacted]	302	119,00	Poursuite sans effet
						119,00	

- il s'agit de l'admission en non-valeur d'un montant de 119 € (liste n° 7225710232).

Les crédits figureront au BP 2025 article 6541.
Il est proposé à l'assemblée délibérante de valider cette admission en non-valeur.

Monsieur DUMAINE demande à quoi cela correspond.
Madame le Maire répond que l'on ne peut pas citer le nom de l'entreprise en conseil municipal

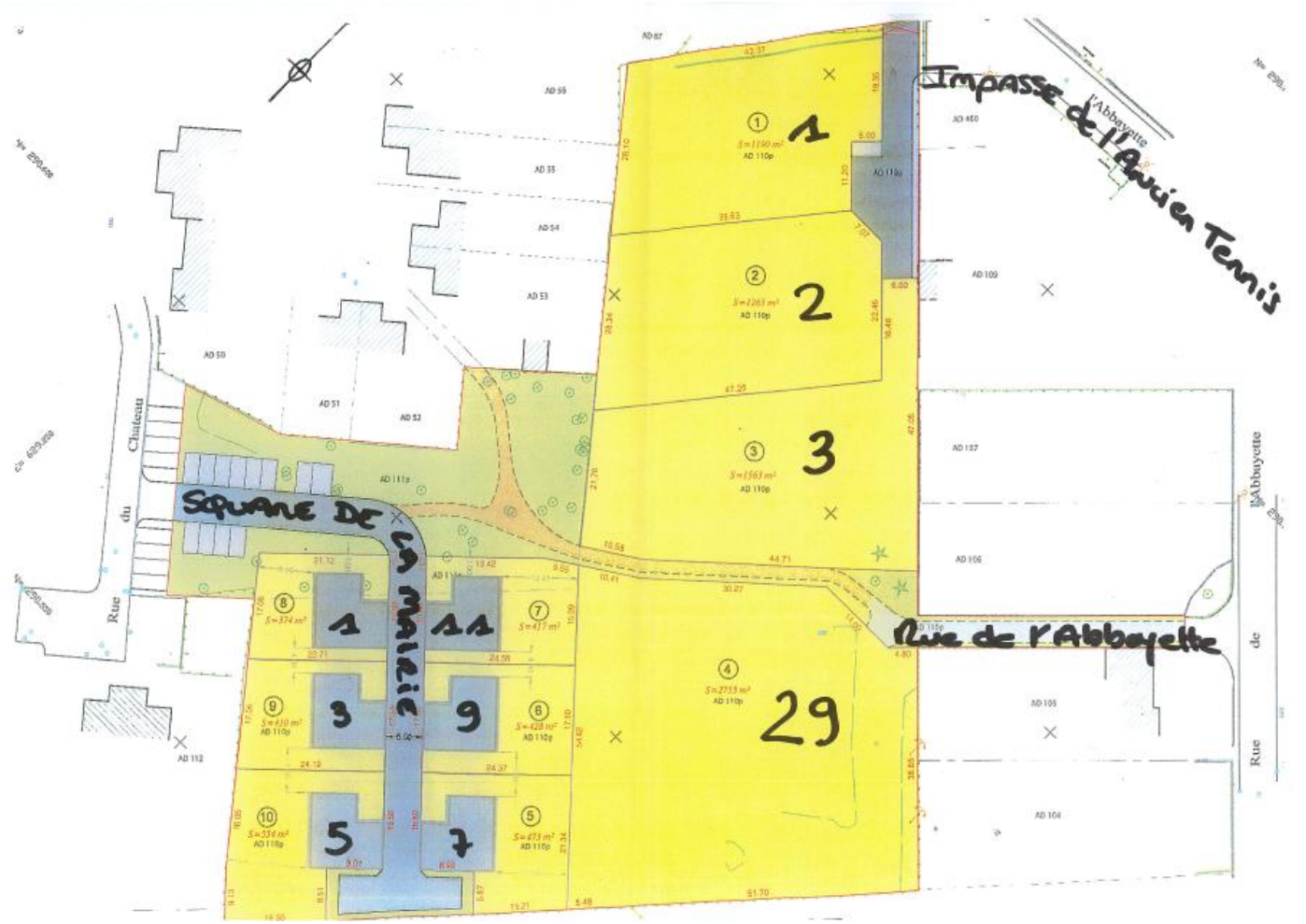
Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	22		

4. DENOMINATION DE NOUVELLES RUES ET IMPASSES

M. DILIGENT expose :

Dans le cadre du projet immobilier sur les anciens terrains de tennis, il est nécessaire de nommer et numéroter les nouvelles voies d'accès aux futures habitations.
Il est proposé au Conseil municipal de désigner les voies suivantes :

- Impasse de l'ancien tennis
- Square de la Mairie
- Rue de l'Abbayette (prolongement)



Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	22		

5. BIEN A FAIBLE VALEUR A IMPUTER EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Madame le Maire expose :

- Vu l'arrêté n° NOR/INT/BO100692A du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local,
- Vu la circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local,
- Considérant que la commune acquiert de manière récurrente des biens durables de faible valeur dont le montant est inférieur à 500 € TTC unitaire,
- Considérant l'intérêt d'optimiser les recettes provenant du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) pour équilibrer la section d'investissement du budget communal, financer de nouveaux investissements et contribuer à l'équilibre réel du budget.

Madame le Maire expose qu'en matière d'imputation des dépenses en section d'investissement, c'est la nature de l'opération qui est considérée et non son coût. Ainsi, sont des biens meubles imputés à la section d'investissement, quelle que soit leur valeur unitaire :

- les biens énumérés dans la nomenclature présentée en annexe 1 de la circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local ;
- les biens meubles non mentionnés dans cette nomenclature, mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant.

Lorsque le critère de la nature n'est pas opérant, la dépense est classée en investissement en fonction de son montant. Ainsi, les biens, dont le montant unitaire dépasse 500 € TTC sont considérés comme des dépenses d'investissement.
Lorsque la commune achète de manière récurrente des biens durables pour un montant inférieur à 500 € TTC unitaire, le conseil municipal peut délibérer afin d'établir une liste complémentaire ayant vocation à compléter le contenu des rubriques de la liste réglementaire. La circulaire précitée précise que cette liste locale doit faire l'objet d'une délibération cadre annuelle du conseil municipal. La délibération cadre peut-être complétée, le cas échéant, en cours d'année par délibération expresse, c'est-à-dire une délibération qui intervient en cours d'année.

Il est donc proposé de compléter la liste des biens énumérés dans la nomenclature présentée en annexe 1 de la circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local de la manière suivante :

- Acquisition de spots en LED – Mairie et Vestiaires
- Aménagement de l'Étang (mobilier, réseaux, luminaire, divers travaux électriques et diverses fournitures.) – Étang
- Acquisition toilettes garçon – Salle polyvalente
- Acquisition d'un canapé – Médiathèque
- Acquisition tables et chaises - Associations

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- De compléter la liste des biens énumérés dans la nomenclature présentée en annexe 1 de la circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local comme détaillé ci-dessus.
- D'autoriser les services communaux à imputer ces dépenses en section d'investissement.

Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	22		

6. FORMULAIRE DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN DE L'ETANG

Madame le Maire expose :

Afin de pouvoir mettre à disposition d'associations le site de l'étang il est nécessaire d'adopter un règlement d'usage afin d'assurer la préservation du site.
L'objectif étant que les démarches administratives soient respectées et que le site ne soit pas dégradé.

Conseillers en exercice :	*Présents :*	*Votants :*	*Voix pour :*	*Abstentions :*	*Voix contre :*
22	15	22	22		

7. QUESTIONS DIVERSES

Madame le Maire regrette que certains élus n'aient pas voté de fonds de concours de la CUA.
Monsieur JULIEN rappelle qu'il s'est abstenu, il précise qu'on est pour ou contre le projet et rappelle qu'il n'est pas contre le fait de construire une école mais qu'il est contre le projet tel qu'il est là.
Madame le Maire rappelle que la délibération concernait les cavités et remercie la CUA pour son soutien auprès de la commune.
Monsieur JULIEN précise qu'il s'agit d'un soutien exceptionnel, ce que confirme Mme le Maire.
Madame le Maire rappelle que la CUA a souvent soutenu la commune dans ses projets.

Monsieur JULIEN rebondit en indiquant que cette subvention sera validée de manière définitive en conseil communautaire et que ce n'est pas encore validé pour l'instant.
Mme le Maire rappelle que c'est bien ce qu'elle avait indiqué au préalable et que le conseil communautaire aura lieu jeudi en 8.
Monsieur HECQ précise qu'il n'est pas contre le fonds de concours de la CUA mais qu'il regrette la construction de la nouvelle école sur un espace vert, il estime que c'est une aberration écologique de mettre 300 000€ de béton dans un trou. Il rappelle qu'au début du projet il avait proposé de faire de la rénovation, de louer des modulaires à mettre sur le parking, or il lui avait été rétorqué à l'époque que cela aurait un coût de 300 à 400 000€.
Madame le Maire rappelle qu'effectivement cela aurait eu un coût supplémentaire, et que dans tous les cas sachant désormais qu'il y a des cavités sous l'école le problème aurait été le même.
Monsieur DILIGENT précise qu'il aurait fallu faire des sondages car on sait effectivement qu'il y a des cavités à cet endroit et qu'en plus les modulaires au lieu de rester 1 an seraient restés 2 ans.
Madame PILLET demande une précision quant au projet de transformation de l'école maternelle en cantine, à savoir s'il va falloir aussi faire des sondages.
Monsieur DILIGENT répond que c'est différent car on ne touche pas au bâtiment existant, on ne le détruit pas, on l'isole.
Monsieur HECQ répond que c'est contradictoire.
Madame le Maire répond que non car les règles pour un établissement scolaire et pour une cantine ne sont pas les mêmes, d'autant plus que pour l'école il aurait fallu agrandir et donc il y aurait eu obligation de sonder car le bâtiment existant devait être agrandit.
Monsieur HECQ se dit dubitatif quant à la natalité qui est en baisse.
Madame le Maire rappelle que l'éducation nationale n'est pas inquiète pour Anzin quant au maintien des classes.
Monsieur HECQ dit qu'une rénovation aurait été mieux.
Madame le Maire rappelle qu'il n'était pas possible de rénover les vieux préfabriqués et de laisser les classes scindées.
Monsieur HECQ dit que c'est de l'amateurisme de jeter 300 000€ dans un trou, il rappelle que la Ministre a été reçue à Anzin.
Madame le Maire répond qu'il n'y a pas d'amateurisme mais plutôt une réflexion.
Monsieur JULIEN demande s'il y a un état des lieux précis des cavités au niveau des bâtiments publics de la commune. Il rappelle son expérience avec le collège.
Monsieur JULIEN demande si les éléments précis que nous avons ont été transmis par la CUA, Monsieur DILIGENT répond que ce sont les sondages qui ont permis d'avoir un état des lieux précis.
Madame le Maire rappelle donc pour conclure qu'il n'y a pas d'amateurisme sur le sujet.

Monsieur JULIEN demande s'il peut directement interpeller la DGS en amont du conseil en cas de modification à apporter au compte-rendu, il lui est répondu par la positive.

Il demande aussi quand sera convoquée la commission finances. La DGS répond que la comptable attend les dernières notifications des dotations de l'Etat afin de dresser un tableau le plus précis possible et que la commission finances sera convoquée dès que possible.

Prochains conseils municipaux :

Mercredi 2 avril à 19h

La séance est levée à 19h45